



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,3035>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1118 - mars 2011 -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2011

Description :

Jean-Pierre MON note partout des réductions budgétaires sur des dépenses nécessaires et les privatisations demandées aux gouvernements par le FMI pour rassurer les créanciers.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« Le parti de l'énergie sale »

C'est ainsi que le New York Times qualifiait dans son éditorial du 22 février le parti républicain américain qui détient maintenant la majorité à la Chambre des représentants. À l'occasion du débat budgétaire, les Républicains ont fait voter le 19 février une réduction de 61 milliards de dollars des dépenses de l'État fédéral pour l'année fiscale en cours. Leur but était prioritairement de mettre en échec, en privant le gouvernement des moyens de les appliquer, les deux principales réformes de la première moitié du mandat d'Obama : la couverture santé et la "régulation" des marchés financiers, qui inquiètent beaucoup, paraît-il, les Américains. Mais la plus grande partie des coupes budgétaires proposées concerne les domaines dans lesquels les lobbies industriels, énergétiques, agricoles et financiers sont les plus actifs. Il s'agit avant tout de mettre en échec les timides mesures de protection de l'environnement, notamment celles concernant les énergies "propres". Les principales coupures concernent : l'amélioration de la qualité de l'eau (700 millions), la protection des eaux et des terres (348 millions), la recherche environnementale (500 millions), les programmes "d'efficacité énergétiques et d'énergie renouvelable" (900 millions)... Au total, c'est 3 milliards de dollars que le projet républicain supprime à l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA). Signalons au passage, que sous la pression des lobbies énergétiques et agricoles, qui récusent depuis toujours le réchauffement climatique, la Chambre des Représentants a voté, ce 19 février, un amendement exigeant que les États Unis cessent de participer au financement du GIEC.

En vue d'une éventuelle négociation budgétaire, la Maison Blanche a annoncé une baisse des coûts des normes antipollution pour les entreprises de 3,5 à 1,8 milliards de dollars. Mais cela ne suffit pas à apaiser la droite dure, partisane d'une relance de l'économie par une dérégulation extrême, comme en témoigne l'activisme du sénateur républicain Darrell Issa qui centralise les centaines de doléances des secteurs industriels afin de démontrer que les normes environnementales de l'EPA sont sources de gabegie et de contraintes néfastes aux entreprises. Il semble heureusement que le projet républicain ait très peu de chances de passer tel quel au Sénat où les démocrates sont majoritaires. Mais, en tout cas, le projet d'Obama de transformation économique du pays grâce à "l'industrie verte" est encore loin de devenir une réalité.

Europe

Si l'on en croit le directeur du FMI, nous avons « surmonté la crise économique mais pas la crise sociale [...] C'est en Europe que la souffrance sociale est la plus forte ». Ce ne sont ni les Grecs, ni les Irlandais, ni les Espagnols... ni les Français qui le contrediront. Mais c'est pourtant lui qui leur a imposé le remède de cheval qu'ils dénoncent, le même remède que le FMI impose depuis sa naissance à tous les pays qui font appel à lui. Mais trop, c'est trop ! Le gouvernement grec est entré en conflit avec les représentants de la "troïka", (FMI, BCE et Union européenne), qui ont prêté 110 milliards d'euros à la Grèce en mai 2010 pour éviter sa faillite. (En fait, ils avaient surtout peur que la Grèce ne rembourse pas les dettes qu'elle avait contractées auprès de banques européennes). Toujours est-il que le porte-parole du gouvernement grec a jugé « inadmissible » l'attitude des représentants de la "troïka" en précisant : « Nous ne demandons à personne d'intervenir dans les affaires intérieures du pays ». Les crédateurs venaient en effet de dire qu'il fallait accélérer les réformes, que le chemin à parcourir restait encore long et qu'il fallait privatiser encore plus qu'initialement prévu : 50 milliards d'euros d'ici à 2015 dont 15 milliards d'ici à 2013. Le gouvernement grec avait lui, prévu de ne privatiser que pour 7 milliards dont 1 en 2011. Le lendemain la presse titrait : « La Grèce à vendre ». Après un coup de téléphone passé à DSK par le premier ministre grec, la "troïka" publiait un communiqué précisant que son rôle était de conseiller et de soutenir le gouvernement et qu'il était « regrettable qu'une impression différente puisse être perçue ». Les choses auraient pu en rester là si le représentant de l'Union européenne n'avait dans un entretien à la presse dominicale suggéré au gouvernement de « vendre des plages pour développer le tourisme », ce qui rappelait les propos de députés allemands qui avaient demandé à la Grèce en mars 2010 de « vendre ses îles

pour rétablir sa situation financière » ! Inutile de dire que ces propos n'ont fait qu'exacerber la colère des Grecs contre le plan d'austérité, et relancé le cycle de grèves et manifestations.

En Espagne, en 2010, la baisse des salaires des fonctionnaires (entre 5 et 15%), le gel des pensions de retraite, la suppression de l'aide de 426Euros pour les chômeurs en fin de droits, un chômage de 20% et les hausses de prix (31% pour l'électricité en deux ans et demi) ont appauvri la population au point que les revenus moyens ont baissé de 3% par rapport à 2009.

En France, 56% des Français s'attendent à une baisse de leur pouvoir d'achat.

Enfin le modèle, à la croissance tant enviée, la vertueuse Allemagne, a vu, en 2010, son endettement public augmenter de 304,4 milliards d'euros pour atteindre 1.998,8 milliards, soit 24.450 euros par habitant.

À part ça, les banques se portent très bien, merci ! On vous a bien dit que la crise est finie...